

COMBAT OUVRIER



SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE • PARAÎT MERCREDI & SAMEDI PRIX: 0,30 F

SAMEDI 15 NOVEMBRE 1975

EDITORIAL PORTUGAL LES TRAVAILLEURS ONT-ILS TROUVÉ LA VOIE JUSTE ?

C'est la question que se posent les révolutionnaires. Et les événements qui se sont déroulés à Lisbonne le jeudi 13 novembre laissent à penser que beaucoup de chemin a été parcouru par les travailleurs depuis la chute de la dictature de Caetano. En effet plus de 3.000 travailleurs du bâtiment en grève ont assiégé le parlement portugais pendant 24 heures. Et il a fallu toute l'énergie de certains militants pour que les 200 parlementaires assiégés et le premier ministre de Azevedo puissent recouvrer leur liberté. Et quand ces derniers ont pu quitter le parlement ils furent hués par les manifestants et traités de "bourgeois" et de "facistes". Par la suite la résidence du premier ministre De Azevedo fut assiégée. Les travailleurs demandaient notamment une augmentation de salaire. Azevedo céda. Ils obtinrent 44% d'augmentation.

Si de tels événements se produisent, c'est la preuve qu'une fraction de plus en plus importante de la classe ouvrière se rend compte des menaces qui pèsent sur elle. Et que les grévistes s'en prennent aux parlementaires et au premier ministre, c'est qu'ils commencent à reconnaître leurs véritables ennemis : ceux qui essaient de les endormir en parlant du respect de la démocratie, de la nécessité de sauver la nation alors qu'en réalité ils font tout pour ouvrir la voie à une dictature de droite qui elle sera plus capable de mettre les travailleurs au pas. Mais ces derniers semblent avoir flairé le danger. Et les déclarations du président de la république Costa Gomez les menaçant de prendre des sanctions contre eux s'ils ne limitaient pas volontairement leurs revendications semblent assez dérisoires.

Bien sûr, les travailleurs portugais ne sont pas encore au pouvoir, ni même sur le point de prendre les armes. Mais la crise au Portugal s'approfondit. Le gouvernement de l'amiral De Azevedo n'a plus aucune autorité. On parle de plus en plus de coup d'Etat de la droite.

Mais celle-ci semble encore hésiter car elle n'est pas sûre de la victoire. Les révolutionnaires portugais profitent pour se préparer à prendre l'offensive.

L'ANGOLA DÉCHIRÉ

L'Angola est maintenant officiellement indépendant, mais on en est à se demander qui, des trois mouvements de libération emportera la direction du pays, et au prix de combien de nouveaux morts !

D'un côté, en effet, le MPLA (mouvement populaire de libération de l'Angola) dirigé par Agostino Neto contrôle une grande partie du pays, en particulier la capitale Luanda, de l'autre, le FNLA (front national de libération de l'Angola) dirigé par Holden Roberto, et l'UNITA (union nationale pour l'indépendance de l'Angola) tous les deux alliés maintenant contre le MPLA tentent de contrôler le pays.

La guerre civile entre les trois mouvements vient de reprendre de plus belle après les proclamations de l'indépendance simultanées de Holden Roberto et Agostinho Neto.

Chacun des trois mouvements et leurs dirigeants sont des candidats au pouvoir et lutteront avec acharnement pour l'obtenir, souvent appuyé sur des ethnies différentes. Il est aussi possible que des républiques séparées soient nées dans les secteurs contrôlés par l'un ou l'autre des mouvements.

Et, pour aviver tout cela, les grandes puissances sont là, comme d'habitude soutenant ou l'autre des mouvements. C'est ainsi que l'U.R.S.S. et les pays de l'Est soutiennent le MPLA et que les U.S.A. et d'autres pays impérialistes et aussi la Chine soutiennent le FNLA. Les grandes puissances

et en particulier les puissances impérialistes guettent les immenses richesses de l'Angola, car l'Angola est très riche, en fer, en pétrole, en diamant. Les grosses sociétés sont là pour exploiter toutes ces richesses. Nul doute qu'elles n'hésitent pas à fournir armes de guerre et argent à l'un ou l'autre des mouvements de libération et attendent les rivalités régionales ou ethniques comme elles l'avaient fait au Nigéria pour satisfaire leurs appétits financiers.

Ainsi, si actuellement le MPLA semble majoritaire, les autres mouvements contrôlent une bonne partie du pays et rien ne dit que demain ce ne sera pas le FNLA ou l'UNITA qui contrôlera le pays.

Dans tout cela, bien sûr, ce sont les malheureux, les pauvres, les ouvriers, les paysans qui paient les pots cassés. Car ils sont actuellement en train de lutter pour des intérêts qui ne sont pas les leurs.

La lutte pour l'indépendance ne les a pas libérés des exploités locaux et impérialistes. Ils meurent par milliers pour des intérêts qui n'ont rien à voir avec les leurs.

* * * * *

*

NOS "ZÉLUS" A L'ASSEMBLÉE NATIONALE LES BONS, LES MECHANTS ET LE... TRUAND.

Vendredi matin, à radio Guadeloupe, nous avons pu entendre nos "zélus" locaux palabrer à l'assemblée nationale. A défaut de les voir, on a pu les entendre. C'est d'ailleurs chaque année, à la même époque, celle du vote du budget que nous avons l'honneur d'entendre la voix de nos députés de..... 7.000 Kms ! (avec les progrès de la science que ne ferait-on pas, nous direz vous).

Nous avons entendu les députés du pouvoir en la personne de Guillot, Petit, Sablé, et ceux de l'opposition en la personne de Jalton Ibéné, Césaire.

Ce qui a frappé, c'est la façon dont Olivier Stirn a congratulé ses petits serviteurs, Sablé, Guillot et Petits, pour leurs

interventions en faveur du pouvoir colonial. En effet, ils furent, bien mignons et bien gentils. Ils avaient bien appris leur leçon.

D'autre part ceux de l'opposition furent affublés de tous les défauts pour avoir critiqué la politique de Stirn, en particulier Césaire.

D'un côté donc, Stirn a remercié les "bons", de l'autre il a attaqué les "méchants" (pas bien méchant en réalité).

Et le truand?... où était-il ? Eh bien en la personne de Jalton qui fut bien complimenté par Stirn pour avoir bien que "socialiste" soutenu la politique du gouvernement.

"VIZIOZ" EN GREVE

La rentrée à l'Institut Vizioz de Pointe à Pitre a révélé les problèmes que connaissent les étudiants et les enseignants en droit.

En effet, dès la rentrée, mercredi 12, une grève illimitée des professeurs et des élèves fut décidée, et une motion fut déposée à la sous-préfecture, à l'issue d'un défilé des professeurs et des élèves.

Mais que se passe-t-il donc ?

Tout simplement, aucune garantie sérieuse n'est donnée aux intéressés sur l'emplacement de la faculté de droit au campus

de Fouillole. L'Institut actuel ne correspond pas aux nécessités. Les salles sont surchargées, en nombre insuffisant et souvent vétustes, à la limite de la sécurité.

Dans ces conditions, enseignants et étudiants ont adopté la seule attitude juste : celle de la lutte.

Ils refusent donc d'assurer la rentrée si satisfaction ne leur est pas donnée.

Soutenons les enseignants et les étudiants de Vizioz.

* * * *

ESPAGNE

QUELQUES

"MESURES"

DE JUAN CARLOS

Alors que Franco agonise et que sa mort semble de plus en plus proche, Juan Carlos, lui, s'"affirme" et montre une certaine aptitude à manier la carotte et le bâton. On l'avait déjà vu manier le bâton ; c'était il y a quelques jours lors de l'arrestation de militants de gauche et d'extrême-gauche, ou quand il partit renforcer le moral des troupes au Sahara ; c'est aujourd'hui le relèvement du prix de l'essence et le gel des salaires. La carotte, elle, est plus petite : la libération de quelques prisonniers politiques. Mais combien en reste-il ? Les prisons d'Espagne en regorgent.

Juan Carlos voudrait bien donner l'image d'un libéral, mais en même temps il doit donner des gages de sa fidélité au Franquisme. L'équilibre est donc, pour lui, très difficile à maintenir.

Mais, comme on le voit, cette situation peut être lourde de conséquence, car le temps n'est peut être pas très loin où le peuple espagnol décidera d'en finir avec cette ignoble dictature.

GUADELOUPE: CET DU LAMENTIN: manque d'hygiène et de sécurité

Le CET du Lamentin qui est pourtant une création récente, connaît de graves problèmes d'hygiène et de sécurité.

Les extincteurs sont en nombre insuffisant et ne sont pas vérifiés régulièrement comme l'exigent les règlements en la matière. La dernière vérification remonte à 1969. Le moindre incendie, le moindre court circuit, risquent donc de mettre en danger la vie des élèves qui se trouvent aux ateliers. En outre, l'eau se fait très rare dans les dits ateliers et les élèves n'en ont ni suffisamment pour boire ni suffisamment pour se laver.

Voilà comment l'administration coloniale traite et méprise ceux qui dispensent et ceux qui reçoivent l'enseignement technique. Enfin, à qui fera-t-on croire que les mesures de sécurité et d'hygiène ne peuvent être prises au CET du Lamentin ?

Il faudrait tout simplement voter les crédits nécessaires. C'est justement ce que l'administration ne veut pas faire. Enseignants et parents sauront la contraindre.

HABY: CONTRE LES JOURNEES "PORTES OUVERTES" DANS LES ECOLES

Dans le cadre de leur lutte contre le plan de Giscard - Haby, et pour exiger plus de crédit pour l'Education Nationale, la Fédération de l'Education Nationale (FEN) et la Fédération Cornec des parents d'élèves, avaient décidé d'organiser des journées "Portes Ouvertes" dans les établissements scolaires pendant quatre jours à compter du 12.11.75 en France. Cette initiative n'eut pas l'heur de plaire à René Haby, le ministre de l'Education Nationale. C'est pour cela que ce dernier vient de prendre position contre cette manifestation. Les prétextes invoqués sont bien sûrs des plus futiles. Selon Haby, il n'est pas question d'instaurer sous prétexte "d'opération vérité" à "coeur ouvert" ou "portes ouvertes" l'invasion des établissements scolaires pendant quatre jours. Et le ministre de rappeler aux autorités académiques la nécessité élémentaire d'assurer à la vie scolaire "sérieux et continuité". On se demande si Haby se prend au sérieux ou s'il se moque des gens? En fait, pourquoi craint-il tant cette opération "portes ouvertes" ? Pour ne pas perturber l'enseignement pendant quatre jours, prétend-il. Qu'il nous dise plutôt qu'il craint que les parents se rendent un peu plus compte du bluff du gouvernement en matière d'éducation, comme c'est le cas pour le reste de sa politique.

Guadeloupe: hôpital général

VEILLEUSES DE NUIT : LES JOURNEES DE RECUPERATION : UN DROIT POUR TOUTES .

Depuis plus d'un an et demi, les veilleuses de nuit n'ont jamais eu leurs journées de récupération.

Il y a quelques mois, le chef de service a distribué des journées de récupération à 3 d'entre elles sur 19.

Une camarade a eu un mois, une autre 8 jours et la dernière, 2 jours...

Pourquoi ces différences ? Pourquoi la distribution s'est-elle limitée à 3 personnes ? Elles n'en savent rien.

Mais ce qu'elles commencent à bien savoir, c'est que l'administration refuse systématiquement de leur donner leur dû et qu'il leur faudra l'exiger.

FORT DE FRANCE

Réunion Publique de COMBAT-OUVRIER :
MERCREDI 19 NOVEMBRE à 18 h. 30
Salle de la POINTE SIMON

THEME : Face au plan de la bourgeoisie, les travailleurs ont le leur à proposer.

* * * * *
* * * * *
* * * * *

un PATRON EN PRISON DANGEREUX RECIDIVISTE !

Un chef d'entreprise vient, encore une fois, d'être emprisonné en France. Un ouvrier s'est tué dans un de ses chantiers. Ce patron avait été condamné une première fois pour un cas semblable et depuis, n'avait rien fait pour améliorer la sécurité.

Il est donc responsable de la mort de ces deux ouvriers. On entendra sûrement encore les bourgeois crier au scandale.

En tout cas, en Guadeloupe, c'est presque tous les capitalistes qu'il faudrait inculper pour ces mêmes raisons.

COMBAT OUVRIER

2 fois par semaine (mercredi et samedi) EN VENTE dans les boutiques dans toutes les communes en GUADELOUPE.

Bientôt dans toutes les boutiques de FORT-DE-FRANCE.

0, 30 centimes

* * * * *
* * * * *
* * * * *

Guadeloupe : grosse montagne
LES OUVRIERS ONT OBTENU LA CONSTRUCTION DE LEUR LOCAL SYNDICAL

Après avoir tenté, par toutes sortes de manoeuvres, de détruire le syndicat, Simonnet, le directeur, vient de décider de faire construire un local syndical aux abords de l'usine.

Voilà longtemps que les travailleurs en réclament un. C'est par la lutte qu'ils l'ont obtenu. Ainsi, la section syndicale pourra fonctionner beaucoup mieux.

Un exemple à suivre .

Directeur de Publication : M.E. ZOZOR
Commission paritaire : n° 51 728
Ronéo du journal : Pointe à Pitre
Correspondance : G. Beaujour
B.P. 214 P.A.P.
B.P. 386 F.D.F.

6ème supplément au mensuel n° 54